



Pourquoi interroger l'espace public au prisme du genre est indispensable pour rééquilibrer les pouvoirs d'influence dans la société ?

Periferia porte le projet d'une démocratie participative, passant par le développement de cultures de la participation, et ce à partir des personnes minorisées, en « périphérie » des espaces d'influence et de décisions. En ce sens, nous portons depuis toujours une attention aux déséquilibres de pouvoir entre personnes, particulièrement dans les espaces de participation que nous animons.

L'espace public a toujours constitué un des champs d'actions de l'association, parce qu'il incarne et rend visibles – parfois de manière subtile - ces rapports de pouvoirs inégaux (racistes, classistes, sexistes, validistes...).

Depuis 2017, à partir et avec un groupe de jeunes femmes de Molenbeek, nous avons aiguisé notre approche de l'espace public non genré et mené, toujours avec des groupes locaux, des expérimentations de pratiques pour y parvenir (voir [notre page interactive](#) qui retrace des étapes parcourues par le groupe).

Au vu de l'engouement récent pour cette thématique, lui faisant parfois perdre de son sens, il nous semble important d'explicitier ce que nous entendons par une « prise en compte du genre » en ce qui concerne l'aménagement et l'appropriation de nos espaces publics quand il s'agit d'aller vers **une égalité d'accès, d'appropriation et d'influence sur les politiques menées.**

1. L'espace public n'est pas neutre, il façonne et renforce les inégalités traversant nos sociétés.

Un banc plus ou moins confortable, un boulevard traversant une ville, une statue, un parc, ou un arrêt de métro..., tous ces éléments du quotidien nous apparaissent souvent comme « neutres », c'est-à-dire comme ne portant pas de valeurs ou ne privilégiant personne spécifiquement. Pourtant, à y regarder de plus près, il est indéniable que l'espace public convient mieux à certains corps, est construit pour faciliter certains trajets ou pour pratiquer des loisirs qui profiteront prioritairement à certain-es (et dans ce cas-ci, plutôt certains).

- Ce banc permet-il à des personnes sans-abris d'y dormir ou à des personnes âgées de s'y adosser ?

- Le boulevard est-il pensé pour que des personnes n'ayant pas de voiture puissent se déplacer facilement ? de qui porte-t-il le nom ?
- Cet arrêt de métro est-il accessible pour des personnes en chaise roulante ?
- De qui est cette statue et de quoi est-ce le symbole ? Qui peut se sentir exclu·e en la voyant ?
- Quels aménagements sont prévus dans ce parc : un terrain de foot ou des espaces de convivialité ? Y a-t-il des caméras de surveillance et qui visent-elles ?

Nous le comprenons vite, tout cela n'a rien d'anodin. **Prendre des décisions concernant l'aménagement de l'espace public, c'est déterminer – au moins en partie – l'usage qui en sera fait, et c'est donc une prise de pouvoir.** Cela comprend les trajets réalisés, les endroits fréquentés, mais également les groupes qui seront amenés à se croiser, ou pas.

Ces questions d'usage et donc d'appropriation de l'espace ne peuvent être pensées en dehors des inégalités traversant la société.

« *'Nos villes sont le patriarcat gravé dans la pierre, la brique, le verre et le béton'* [Darke 1996, p.88]. Le patriarcat gravé dans la pierre. Ce simple énoncé, voulant que les environnements construits reflètent les sociétés qui les bâtissent, peut sembler évident. Dans un monde où absolument tout – des médicaments aux mannequins de simulation d'impact, en passant par les vestes pare-balles, les comptoirs de cuisine, les téléphones intelligents et la température dans les lieux de travail – est pensé, testé et standardisé pour convenir aux besoins des hommes, la formulation n'a rien de surprenant. (...) Or, l'inverse peut sembler moins évident : qu'une fois construites, nos villes continuent de façonner et d'influencer nos relations sociales, les relations de pouvoir, les inégalités, et ainsi de suite. La pierre, le verre et le béton (...) n'essayent pas délibérément de protéger le patriarcat, pas vrai ? Non, mais leur forme détermine l'éventail de possibilités qui s'ouvrent aux individus et aux groupes.» (Kern 2022, p.23).

2. **Le genre ne concerne pas seulement des enjeux privés ou individuels. Il est politique et détermine la construction de nos territoires, ainsi que les possibilités de chacune de s'y déplacer et de se l'approprier.**

Nous définissons sur la page de la base de données le genre comme un « système d'organisation sociale ». Partant de là, le genre ne peut plus être vu comme un thème spécifique, concernant seulement des intérêts particuliers. Le genre est politique : il est construit par la société et la structure, il accorde des pouvoirs d'influence inégaux selon les personnes. **Nous participons tous·tes à ce système, qui limite nos choix ou nous donne des privilèges et dès lors, il nous concerne tous·tes.**

Quand il s'agit de penser l'aménagement du territoire, les enjeux concernant prioritairement les personnes sexisées sont relégués au second plan. Par exemple, des études sur les

transports en commun des grandes villes européennes et nord-américaines montrent que les réseaux de transports en commun sont d'abord pensés pour des trajets domicile-travail réalisés en heure de pointe, ce qui correspond très peu aux réalités des personnes prenant en charge des enfants, ou des tâches domestiques. Pour celles-ci, les trajets sont plus souvent interrompus (déposer un enfant à l'école, passer au magasin faire des courses), et commencent plus tôt, et finissent plus tard que les heures de pointe. Ainsi, bien qu'elles soient les usagères majoritaires des transports publics, les personnes sexisées ne sont que peu prises en compte dans l'aménagement des lignes de transports (voir Kern 2022, pp.47-48).

Cet exemple montre que les réalités des personnes sexisées ne sont pas considérées comme des enjeux de politiques publiques, mais sont au contraire délégitimées, considérées comme relevant de l'exception, plutôt que de la norme. Cette délégitimation est soutenue et propagée par nos institutions, elle s'ancre dans nos discours et dans nos politiques publiques. Ces dernières vont dès lors construire des villes à « taille d'homme », sans penser à ce que les trottoirs puissent permettre aux poussettes de passer, à construire des toilettes publiques (et pas seulement des urinoirs) ou à investir autant dans des stades de foot que dans des loisirs généralement pratiqués par des personnes sexisées.

« Prendre en compte le genre » dans nos politiques publiques, dans l'aménagement des quartiers ou des parcs, c'est se demander : pour qui l'espace public est-il pensé ? qui s'y sent en sécurité ? qui y reste et pour faire quoi ? qui s'y déplace et comment ?

Une analyse de nos espaces publics avec les lunettes du genre montre que pour toutes ces questions, les habitudes, les pratiques et les occupations de chacun·e sont – au moins en partie – définies par leur genre.

3. Toute personne ou groupe a une **connaissance située et partielle** des enjeux de société. Une participation et prise en compte égale des personnes sexisées à la construction de l'espace public est nécessaire pour que celui-ci soit égalitaire.

Quand pendant longtemps nous avons reconnu aux seuls hommes (blancs et bourgeois d'abord) la capacité de représenter « le peuple » et de porter « l'intérêt général » (la population belge dans son ensemble n'ayant accès au droit de vote et d'éligibilité qu'en 1948), nous restons encore trop souvent imprégné·es de cet imaginaire selon lequel les personnes sexisées ne savent pas sortir de leur « intérêt personnel ». Comme par définition, l'espace public se veut être un espace partagé, y est délégitimé toute voix qui s'exprimerait sur des « cas particuliers ».

« Les compétences généralement attribuées aux femmes rendent difficiles leur participation active à un débat portant sur « l'intérêt général » : soit on doute de leur capacité à maîtriser les outils et le langage techniques, soit on considère que leurs compétences 'naturelles' en matière de soin, d'éducation, de souci des autres n'ont pas

leur place dans un débat censé s'élever au-dessus des intérêts particuliers. Pour les femmes qui parlent des enfants ou de la famille, la sanction est immédiate : rires, brouhaha, haussement d'épaules, rappel à l'ordre. La prise de parole des femmes devient une prise de risque, alors qu'elles sont souvent les porte-parole de sujets occultés (...)» (Raibaud 2015, pp.52-53).

Sans vouloir réduire les politiques menées à des caractéristiques identitaires (« un homme ne peut parler qu'en son nom et ne prendra jamais en compte ce qui ne l'affecte pas »), il est nécessaire de sortir de l'idée que certaines personnes seraient – de par leur genre ou autre identité – plus ou moins à même de penser « l'intérêt général ». Aucune perspective n'est exhaustive, et comme l'a souligné la philosophe féministe Donna Haraway, toute connaissance est « située » (1988). En effet, notre compréhension du monde est construite à partir de nos expériences, elles-mêmes façonnées par nos identités. Une personne sexisée n'aura pas la même expérience de l'espace public qu'un homme cisgenre et en produira dès lors une autre maîtrise et connaissance.

Personne n'a de positionnement « neutre » et si l'intérêt général existe, il doit être le fruit d'une mise en commun des expériences et expertises, toutes situées et partielles. D'autant plus dans une société inégalitaire comme la nôtre, nous devons reconnaître que nos intérêts ne sont pas toujours communs. Le penser revient inévitablement à l'invisibilisation de certains intérêts considérés comme minoritaires.

En son cœur, Periferia souhaite valoriser une diversité d'expériences et de savoirs, ceux qu'on entend moins en premier lieu. De plus, l'association vise la construction de cultures démocratiques qui se jouent au-delà des parlements, et qui intègrent nos rues, nos places, nos parcs... Ainsi, faire du genre un système d'analyse pour comprendre nos espaces publics semble indispensable pour avancer vers une plus juste répartition des pouvoirs d'influence dans nos sociétés.

Comment travailler cette question pour permettre son réel potentiel émancipateur ?

De manière transversale aux projets menés par Periferia sur ces questions, se retrouvent les 4 conditions explicitées sur la page de la base de données :

- Une analyse intersectionnelle liant les différents rapports de pouvoirs entre eux
- Le dépassement des questions de sécurité
- Des espaces de non-mixité ou mixité choisie comme étape pour aller vers la mixité
- La participation et la prise en compte des personnes concernées dans les décisions prises

S'il s'agit bien sûr de mener un travail à partir des personnes directement concernées, l'espace public ne sera égalitaire que lorsque cet enjeu sera vu comme l'affaire de tous·tes. Dès lors, nos actions comportent toujours une double stratégie, alliant :

- des temps de réflexion, d'occupation, d'appropriation collective et d'expérimentation dans l'espace public par les personnes sexisées (en non-mixité ou mixité choisie notamment)
- un renforcement de la participation des personnes sexisées dans les espaces d'influence et de décisions concernant l'aménagement de leur territoire (ce qui comprend le dialogue et l'échange avec d'autres que soi)

Cette double stratégie, visant le renforcement collectif entre personnes directement concernées et une influence sur les décisions politiques s'ancre également dans deux temporalités.

A court terme, il s'agit de :

- amener les personnes avec qui nous travaillons à prendre conscience de la construction et de l'appropriation inégale de l'espace public
- s'habituer à occuper en groupe, à s'approprier les parcs, les places, les rues... et en expérimenter de nouveaux usages (notamment en non-mixité ou mixité choisie),
- visibiliser les personnes sexisées et les inégalités de genre dans l'espace public
- sensibiliser l'entourage des personnes sexisées à ces questions
- avoir un impact sur l'aménagement du quartier via des installations temporaires ou en proposant aux politiques locales des aménagements (sportifs, de détente...) plus inclusifs

A long terme, nous travaillons à :

- une prise en compte systématique des personnes sexisées (et autres groupes minoritaires) dans les politiques d'aménagement de leur quartier et leur région
- favoriser tous les types de mixités pour finalement « dégenrer » l'espace public, afin que le genre ne soit plus un facteur d'organisation de nos territoires

De par ces stratégies et différents modes d'action, nous espérons arriver à une égalité d'accès, d'appropriation et de prise en compte dans les décisions politiques, tous genres confondus.

Ces différentes stratégies et objectifs sont également discutés dans notre épisode « [Comment dégenrer l'espace public ?](#) » de notre série de podcast « [A qui la ville ?](#) ».

Références

- Federici, Silvia. 2004. *Caliban and the Witch: Women, the Body and Primitive Accumulation*. New York: Autonomedia.
- Haraway, Donna. 1988. « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective ». Dans *Feminist Studies*, Vol. 14, No. 3.
- Kern, Leslie. 2022 [2019]. *Ville Féministe. Notes de terrain*. Les éditions du remue-ménage.
- Raibaud, Yves. 2015. *La ville faite par et pour les hommes*. Éditions Belin.